

Journal de la crise
de 2006, 2007, **2008**,
d'avant et d'après

Laurent Grisel

2008

Il n'y a pas de « crise de 2008 ». Les lecteurs de ce journal savent qu'elle a commencé bien avant. On ne peut pas dater le début d'une crise selon ce qu'en retient « l'histoire » car dans cette expression, l'histoire, l'histoire ce sont les journaux et les journaux sont possédés par ceux qui ont intérêt à cacher le plus longtemps possible ce qui a commencé depuis longtemps – la date qui serait alors retenue serait toujours et fatalement tardive. Si on prend pour date de début d'une crise économique le moment où les responsables politiques et économiques ont pris conscience de son avancée irréversible, et prennent, ensemble, des décisions en conséquence, alors ce fut, à peu près, à la fin de l'hiver 2005-2006.

Mais ce fut, de toute façon, bien plus qu'une crise économique. Nous y sommes encore et nous en connaissons toutes les dimensions psychologiques, écologiques, géopolitiques – métaphysiques, même, puisque les catégories de pensées qui tourbillonnent dans l'air du temps pour saisir le monde sont fausses, elles font défaut, il faut les reprendre – et tout ce journal, ou plutôt son écriture, est un effort en ce sens – une bataille livrée contre les généralités et les bavardages, contre les charités aveuglées et aveuglantes, etc., dont on ne peut sortir que par un surcroît de précision, par la recherche des relations

de cause à effet, non en fantasmagories, surtout pas en lieux communs, mais matériellement, par la tenue ensemble de toutes les dimensions de l'effondrement en cours.

Au reste, ce n'est pas une crise. Ce mot induit un état passager, dans lequel on entre et dont finalement on sort pour revenir à l'état antérieur, avec quelques modifications et « progrès », certes. Mais c'est autre chose. C'est un Empire qui s'effondre et avec lui la civilisation qu'il a portée. Il n'y aura pas de retour aux affaires habituelles.

Il y eut en effet, comme une sorte d'apothéose, la faillite de Lehman Brothers annoncée le 15 septembre 2008. Pas vraiment une surprise, elle fut précédée de faillites d'institutions de plus en plus grosses. Et toute cette année ressembla trop, côté finances, au scénario déjà entrevu à l'automne 2006 ; un sentiment de *déjà connu* attachait ces événements au passé. Je ne sais plus si ce fut au printemps ou durant l'été 2008 que je décidai d'arrêter cette folle prise de notes le 15 octobre parce que, de toute façon, l'explosion aurait déjà eu lieu.

2008 fut pour moi l'année de la faim. J'avais noté, juste en fin d'année précédente, le 30 décembre 2007, sans en saisir la signification ni la portée, mais parce que c'était une vue d'ensemble de la misère au cœur de l'Empire, je l'avais lu, ce rapport d'étude sur l'augmentation des demandes de secours alimentaire (+ 35% à Detroit) et celle des sans-abri. La faim revint dans mon actualité le 21 janvier, avec le prix du soja en Indonésie, elle devint évidente à Haïti, puis dans des dizaines de pays partout, indissociable de la flambée des prix du pétrole ; j'appris peu à peu que l'inflexion décisive s'était produite en 2005, 2006, avec la brusque bascule de l'agriculture industrielle vers la production d'agrocarburants – et les premières émeutes de la faim

eurent lieu au Mexique début 2007 –, quant à l'ouverture des marchés à terme de matières premières sans limites elle commença en 1991, je l'apprenais le 27 juillet 2008, grâce à Paul Jorion, dans la note 21 du témoignage d'un gérant de fond spéculatif, Michael W. Masters, devant un comité du Sénat états-unien.

N'importe quel trajet parcouru une deuxième fois paraît beaucoup plus court – ainsi de cette année 2008 que je vécus comme si je la connaissais déjà – et dès son deuxième parcours un trajet connu est propice au recul, à la rêverie, rêveries qui entraînent vers le passé, vers les futurs possibles ; les deux derniers volumes de cette série de cinq, *Avant et Après*, en donneront une idée et c'est le rôle, sans doute, de ce troisième volume, 2008, comme un pivot, d'emporter avec lui l'expérience acquise en 2006 et 2007 vers ces recherches. Où ces lectures vous emporteront-elles, je ne sais pas.

Table des matières

Ils ont peur que ces fonds chinois les bouffent à leur tour	17
L'argent se porte massivement sur les matières premières et ça change tout	25
Si les monolines font faillite, eh bien, vous n'êtes plus couvert	41
Faire peur, cacher les causes dans un brouhaha de cris et d'exclamations	49
S'effondrer sous le poids de la neige	64
Des galettes de boue frite et épicée servent de repas	69
Abus d'héritage	79
Je n'aime pas qu'on fasse de la littérature avec ça	82
La fluidification des relations sociales	87
Pourchasser des casseurs affamés	94
Les coupables, ce sont les États-Unis et les agrocarburants	112
Qu'a fait ou promis le Yémen pour obtenir cela ?	115
« Guerre des étoiles », qui s'en souvient ? Eux s'en souviennent	116
L'Algérie mise gros sur le dessalement de l'eau de mer	118
Aux Cayes, les manifestations ont tourné à l'émeute	124

Car il faut prier	127
Tout régime d'isolement augmente le pouvoir des dirigeants	134
Parfois ils disent : « C'est le monde à l'envers »	136
Tu peux lancer une attaque nucléaire à tout moment, au moindre prétexte	140
« Toutes les trois secondes, une bouche de plus à nourrir vient au monde », sourit Jonathan Blake	143
Dans les villages, des lots de petits agriculteurs tombaient dans la pauvreté	148
Eh, oh, sur quoi marchez-vous ?	158
Le gouvernement australien rachète des quotas d'eau	165
Vente d'eau en sachets plastiques	175
Et début 2007 ont éclaté au Mexique les premières émeutes de la faim	179
Les Chinois, toujours, la guerre contre la Chine	183
Neuf millions de personnes par an meurent de faim	186
Les voitures se remettront à rouler, d'abord dans un brouillard indistinct puis dans l'oubli	209
Retour sur les années 1974	218
On ne peut mener un tel assaut, et ainsi, que contre ce qui est <i>déjà</i> perdu	224
Le risque existentiel	231
Un plan rassurant pour les actionnaires, terrifiant pour les employés	234
Pourquoi AIG a-t-elle fait faillite ?	236
Finalement je décide de ne pas ajouter ce motif d'angoisse à ceux déjà existants	241

Un spasme cardiaque en direct	244
Les fables ne sont avalables, avalées, que parce que des dates manquent	246
Les paysans et les terres arables restent des cibles	258

Ils ont peur que ces fonds chinois les bouffent à leur tour

Mardi 1^{er} janvier 2008

Levé tôt, petit tour dehors au bord du bois en pente, rentré quelques bûches, ranimé le feu.

Premier jour de l'année 2008 : coupure arbitraire dans la continuité céleste. Fini l'année 2007 sur une vision d'affamés et de sans-abri, les demandes de secours alimentaire qui augmentent de 35% à Detroit¹, au cœur même de l'Empire. Comme si ces nouvelles étaient l'annonce de l'année qui vient, menace pesant sur les habitants de la planète, misère et faim promises à presque tous.

On reprend les lectures de journaux, de sources les plus diverses possibles ; bien des choses à suivre, prédation financière et effondrement, grosso modo tout se passe comme prévu, entrevu à l'automne 2006, et dans les proportions gigantesques saisies au printemps 2007, mais quand même on ne sait exactement par quelles voies l'incendie se propage, tant d'acrobaties et de spéculations ont été montées, et connectées entre elles, sur l'immobilier états-unien, sur l'exploitation

¹ Enquête annuelle, *Hunger and Homelessness Survey* (enquête sur la faim et les sans-abri) – 2007, samedi 9 décembre.

féroce des misérables ; faims, errances d'un parking à l'autre, donc, et les lancinantes menaces de guerre contre l'Iran, et la continue fabrication de chiffres faux, de mots faux déviant intelligences et affects, et la destruction méthodique, massive, de la nature en nous et autour de nous, même de l'enveloppe gazeuse où nous subsistons à l'équilibre, entre chaud et froid.

À la veille du nouvel an, hier, le journal de la bourgeoisie bien coiffée, *Le Monde*, était plein de Chine, il s'est penché sur les ouvriers chinois. L'occasion, c'est l'entrée en vigueur aujourd'hui d'un nouveau code du travail. Celui-ci oblige à de nouveaux contrats de travail, bien sûr iniques. Alors, grèves. Shenzhen, ville-usine du monde, usine de Heyi Electronics, pièces pour l'électroménager, les 400 travailleurs en arrêt : le contrat de travail tout neuf ne dit rien des heures supplémentaires, le salaire horaire est faible – selon l'expression toute faite, salaires de famine. En réponse, le patron donne le choix : les ouvriers de plus de 10 ans d'ancienneté partent avec 12 mois de salaire en compensation, ou bien signent le nouveau contrat comme s'ils venaient d'être embauchés, comme si leur vie ouvrière commençait.

Pourquoi se débarrasser de ceux qui ont plus de 10 ans d'ancienneté ? Parce que la nouvelle loi « prévoit l'établissement d'un contrat à durée indéterminée (CDI) pour les salariés qui ont plus de dix ans d'ancienneté » et les patrons ne veulent pas de CDI, c'est l'éternité. Pourquoi 12 mois de compensation à ceux qu'on vire ? Parce que « la loi impose des compensations en cas de licenciement, d'un mois par année travaillée » ; eh bien, vous les avez, vos 12 mois, dehors ! Cet accord de fin de

grève *ressemble* à la nouvelle loi. Laquelle n'a pas touché aux grèves, elles sont interdites toujours.

À suivre le reportage, pas de syndicat indépendant des patrons ni du pouvoir, mais des avocats spécialisés.

Le syndicat officiel : l'ACFTU (All China Federation of Trade Union), « dont les représentants dans les entreprises privées, quand il y en a, sont le plus souvent désignés par les employeurs ».

Quand même il y a des protestations. Et qui sont entendues. De fait, dans l'ensemble, il y a des augmentations de salaire. Conséquence : des usines iront, ou ont déjà déménagé, de Chine au Viêt-nam, ou en Thaïlande, etc.

L'autre histoire chinoise de la nouvelle année c'est la levée des quotas d'importation dans l'Union européenne sur dix groupes de vêtements (« tee-shirts, pantalons, chemisiers... ») le 31 décembre 2007 à minuit, hier. *Le Monde*, Mustapha Kessous :

Deux ans et demi après la réintroduction de quotas sur le textile chinois par l'Union européenne (UE), le 10 juin 2005, les exportations vers les 27 pays membres ont sensiblement ralenti. Elles étaient en hausse de 47% en 2005, dans le secteur de l'habillement, avant de progresser de seulement 11% en 2006. Les contingents — les volumes exportés ne peuvent excéder de 8% à 12% ceux atteints au cours des douze mois précédents — ont donc réussi à contenir l'invasion d'articles chinois observée après un premier démantèlement des quotas survenu le 1^{er} janvier 2005. À cette époque, l'UE avait dû faire face à une « déferlante » de produits « made in China ». Elle avait alors bloqué 87 millions de pièces dans les ports européens.

Les interdictions ont été contournées, les marchandises sont passées par d'autres pays, « les importations françaises en 2006 ont bénéficié au Viêt-nam (+58%) ou à Hongkong qui n'est pas

concerné par les contingents de la Chine continentale (+47% contre -13% en 2005) ».

Pour se rassurer les industriels se racontent des histoires. *La Tribune* : « Ils misent sur leur réactivité et leur positionnement sur des produits de niche, textiles “techniques” ou à destination de marchés très spécialisés. » Et puis, ils ont déjà fait le sale travail, croient-ils, comme si cela pouvait avoir une fin. Mustapha Kessous :

« Les entreprises ont très largement effectué leur restructuration au cours des deux dernières décennies », note François-Marie Gros, délégué général de l'Union française des industries de l'habillement (UFIH). Une restructuration qui s'est traduite par une hémorragie en termes d'emploi : entre 1995 et 2005, les effectifs du secteur, encore très fragile, ont fondu de 40%, à 82 000 salariés.

« Fondu ». Comme si on n'avait rien vu. Mais, oui, on n'a rien vu.

Le fonds souverain² chinois, China Investment, met 20 milliards de dollars sur la table pour « accélérer la restructuration du système bancaire chinois en cours depuis dix ans ». Autrement dit, combler les pertes. Y compris celles des banques US : « China Investment a investi plus de 5 milliards de dollars dans la banque d'affaires Morgan Stanley, en difficulté à la suite de la crise du «subprime». » Et « en mai dernier, le fonds avait annoncé, avant même sa création officielle, un investissement de 3 milliards de dollars dans le fonds américain Blackstone,

2 Un fonds souverain est un fonds d'investissement qui réunit des capitaux venant d'excédents commerciaux, de bons du Trésor d'autres pays, etc., afin de soutenir les politiques économiques du pays, en général à l'international.

pour prendre une participation de 9,4% ». Morgan Stanley, l'une des plus grosses banques, Blackstone, un géant des opérations de fusion-acquisition, un spécialiste de la dette d'entreprise et de la remise sur pied des entreprises en perdition : deux pièces majeures du système de pouvoir financier. Je me demande ce qu'en pensent les stratèges de l'Empire. Je me dis : ils ont peur que ces fonds chinois les bouffent à leur tour, comme ils ont mangé et avalent encore avec gloutonnerie tout ce qui passe à portée.

Mercredi 2 janvier 2008

Dans la rubrique « Finance » du *Monde*, entretien, illustré de graphiques des cours de Bourses, avec David Naudé, économiste à la Deutsche Bank : « Il n'y aura pas de krach en 2008 ».

Vendredi 4 janvier 2008

Le prix du pétrole est le grand sujet des journaux haletants qui tournent tous les quarts d'heure, 24h/24, pression constante, jamais relâchée, ceci est, ceci est ce qui est important. Grâce au chiffre rond : « le brut américain à 100 dollars le baril (159 litres) hier après-midi ».

En un an le prix du pétrole a augmenté de moitié, on n'imaginait pas, c'est fait maintenant, le paysage est changé.

En mer du Nord, la production a passé son pic, pic pétrolier, cap des 50% des réserves, la fraction la plus facile à extraire appartient au passé, les coûts croissants au futur. Mais ailleurs ? Où en est-on du destin géologique des réserves ?

La Tribune fait un inventaire des explications courantes :

- les stocks de pétrole brut « qui ont baissé de 4 millions de barils la semaine dernière aux États-Unis et se situent à leur plus bas niveau depuis la semaine close le 7 janvier 2005 [...] sont revenus à 289,6 millions de barils ; cette baisse survient alors que le taux d'utilisation des capacités de raffinage est en hausse de 1,3% à 89,4% » ;
- « des tensions au Nigeria, la faiblesse du dollar, sa monnaie de référence (quand il baisse, le prix du baril compense en montant) » ;
- « le déséquilibre structurel entre l'offre et la demande, alimentée par la croissance des pays en développement, Chine et Inde en tête, ainsi que les risques climatiques avec des ouragans qui menacent régulièrement les plates-formes pétrolières » ;
- « outre le Nigeria, les tensions géopolitiques, notamment autour de l'Irak et de l'Iran mais aussi désormais au Pakistan depuis l'assassinat de la chef de file de l'opposition Benazir Bhutto³ ».

Et comme on a donné des raisons fondamentales, on peut donner à cette hausse récente une allure de plus longue durée :

Les cours du pétrole vont sans doute continuer à monter au cours des cinq prochaines années, sauf accident lié à un trou d'air économique. La hausse des cours, enclenchée en 2002, devrait se poursuivre en raison de la baisse de la production dans certains pays non membres de l'Opep, d'une forte croissance de la demande des pays comme la Chine ou l'Inde et des tensions en matière de capacité de raffinage.

3 2007, jeudi 27 décembre.

Certains en rajoutent :

Le prix du baril pourrait doubler en dix ans, selon l'institut de conjoncture allemand DIW dont la responsable Claudia Kemfert accorde un entretien au quotidien *Berliner Zeitung*, « les réserves de pétrole s'amenuisent de plus en plus, et cela va faire monter les prix. Dans cinq ans, un prix de 150 dollars (le baril) est probable, dans dix ans un prix de 200 dollars [...]. Je mise sur une nouvelle hausse à 105 dollars à court terme ».

Toute cette affaire fait plaisir à mes amis écolos. Le pétrole manque, vous voyez bien. Un plaisir réflexe, tant on a absorbé le breuvage ambiant, tant on a bu au biberon de la loi de l'offre et de la demande.

Débats byzantins sur l'année 2008. Version US : une année « en R » (récession, le mot qu'il ne faut pas prononcer pour que la chose à laquelle on pense n'existe pas ; une pratique magique, de cette magie que pratiquent les enfants qui marchent sur le bord du trottoir : prononcer le mot ferait advenir la chose, ne dire que l'initiale n'est pas dire le mot) ? Et dire que la récession menace (« menace » ! mais elle est là...) c'est être, selon les commentaires des lecteurs, inconnus ou pseudonymes, en bas des articles, gauchiste, anti-américain... Eux qui nous ont sauvés de tout...

Selon Crédit suisse, le pire est à venir.

Dimanche 6 janvier 2008

Ce qui fait l'ouverture des journaux : Nicolas Sarkozy, sept points de moins en un mois, 48% des 1010 personnes interrogées seulement lui font confiance. Il est sans opposition, il est omniprésent, il est le seul artisan.

L'argent se porte massivement sur les matières premières et ça change tout

Lundi 7 janvier 2008

Les anguilles, je les observais découpées dans leur longueur à Tokyo, le 17 octobre dernier, puis savourées, emportées par des clients pressés, en baie de Somme elles sont menacées dans leur existence par la pollution.

Mardi 8 janvier 2008

Élisabeth Studer, site Le Blog Finance reprenant AFP, Reuters. Spectaculaire : l'action de Countrywide (CW) a perdu plus de 28% aujourd'hui ; en janvier 2007 le titre valait 42 dollars, il en vaut 5,47 maintenant. Rumeurs de faillite. Rien de nouveau, elles accompagnent la descente aux enfers de cette société depuis fin juillet 2007 – mais cette fois-ci c'est après avoir emprunté aux banques 11,5 milliards de dollars, une belle somme, pour renflouer sa trésorerie.

Communiqué de CW en fin de séance boursière : « Il n'y a absolument aucun fondement à la rumeur selon laquelle Countrywide se prépare à se placer en faillite » et « Aucune des

principales agences de notation financière n'envisage une action à la baisse sur nos notes ».

Au moment de rechercher cet article, il n'apparaît plus en page d'accueil, il est déjà passé dans la liste des posts passés, poussés par d'autres plus récents.

Ce travail, d'éveil, de lutte à chaque instant contre la glissade.

J'ai mal aux bras, aux épaules.

On s'arc-boute contre la fuite accélérée du temps.

Note de Patrick Artus, Natixis Recherche⁴. L'argent se porte massivement sur les matières premières et ça change tout. Les décisions s'enchaînent ainsi :

- lorsque les « investisseurs » (l'impropriété⁵ de ce mot nous écorche) deviennent inquiets au sujet de la situation des banques, de l'immobilier, de la croissance des grands pays de l'OCDE ;
- ils se reportent vers des actifs décorrélés de ces risques ;

4 Patrick Artus est le directeur du service Recherche de la banque d'affaires Natixis, filiale du groupe BPCE, fusion des groupes Banque populaire et Caisse d'épargne. Natixis Recherche publie plusieurs analyses par jour.

5 « Investisseurs » : mot convenu pour boursicoteurs, spéculateurs, qu'ils soient des personnes fortunées et joueuses ou qu'ils soient des professionnels dans les banques, les fonds spéculatifs, les institutions financières telles que les assurances, les fonds de retraite, etc. Ce mot est en lui-même un mensonge et un embellissement puisqu'il sous-entend, dans notre langue, un engagement d'une durée assez longue pour que celui qui a misé sur un avenir quelconque en voie la réalisation et en recueille les fruits ou les pertes – à l'inverse, « investisseur », entendu jusqu'à la nausée, désigne toute personne ou entité qui fait un pari sur une variation de prix, en général sur une place où tout est organisé pour que ces variations soient incessantes et au rythme de la plus petite fraction de temps que les horloges et les systèmes de commande puissent produire. C'est ce changement d'échelle de temps qui est tout, qui est le crime.

- parmi lesquels dans la période récente, les matières premières (pétrole, céréales, etc.) au détriment des « actifs traditionnels » (immobilier, obligations, bons du Trésor) ;
- la hausse des prix des matières premières qui en résulte, et qui ne provient pas de l'équilibre du marché « physique » des matières premières, conduit à une hausse de l'inflation ;
- la hausse de l'inflation réduit la marge de manœuvre des banques centrales pour baisser les taux d'intérêt ;
- et cela accroît encore l'inquiétude des investisseurs qui ne comptent plus sur une baisse des taux pour soutenir la croissance, le crédit, les prix des actifs traditionnels ;
- ces investisseurs plus inquiets se reportent encore davantage vers les matières premières ;
- etc.

C'est une boucle de rétroaction positive comme je les ai apprises en physiologie, il y a longtemps. Sa conclusion : « Il est donc très déstabilisant que les matières premières puissent servir d'actif de diversification pour investisseurs. » De cette conclusion ne devrait-on pas conclure que les matières premières *ne devraient pas* « servir d'actif de diversification » ? Qu'il devrait être interdit de spéculer sur les matières premières ?

Cela dit, quand on regarde le surendettement et le martyre que subissent les paysans et les salariés dans le monde entier, la tendance la plus générale est à la déflation⁶, plus qu'à l'inflation.

⁶ Voir une discussion sur ce point dans 2007, « Dans cette guerre il faut du temps », le mercredi 14 mars.

Et si les banques centrales baissent les taux d'intérêt la boucle décrite est brisée.

La Tribune, 22h36, clôture de la Bourse de New York, Wall Street :

Les marchés d'actions américains bien orientés en début de séance dans l'annonce de changements de management chez Starbucks et Bear Stearns clôturent finalement en baisse sur fond de rumeurs de faillite du géant des prêts immobiliers Countrywide Financial.

Mercredi 9 janvier 2008

Le Monde, articles de Brice Pedroletti. À Shenzhen, province de Guangdong, un ouvrier, contremaître, prend la défense des ouvriers contre leur patron. Une nuit, il se réveille « en hurlant dans le dortoir de l'usine où il travaille [...]. Son nez et ses paupières fondent. On a versé sur son visage de l'acide qui le défigurera à vie ». Avec l'aide d'une association de Hongkong il crée une petite clinique qui accueille les accidentés au travail. En novembre dernier, dans une ruelle, attaque au couteau : sa jambe est tailladée. Lame sale, blessure grave, infectée.

La clinique ne soigne pas que les blessures, elle arme les esprits. Informations sur les droits, distribution de brochures : les raisons de se battre (et du coup je me demande ce que sont nos hôpitaux de campagne en pays de catastrophe qui doivent, bien obligés, comment faire autrement ? rester « neutres ») (et je pense à la clinique de Cueva La Potita, près d'Albacete, à l'arrière du front, où sont reçus les blessés des Brigades internationales, de l'armée républicaine espagnole, dans *L'Esthétique*